

LES RESEAUX ENSEIGNANTS SOCIALISTES DANS LE PAS-DE-CALAIS DES ANNEES TRENTE A NOS JOURS ⁽¹⁾

FREDERIC SAWICKI

L'analyse "sociologique" des partis politiques, qu'elle soit le fait des politistes ou des historiens, se résume trop souvent à un classement global de leurs électeurs, militants ou dirigeants par catégories socio-professionnelles. Ainsi, le parti socialiste d'Epinais est généralement considéré, au vu de ses membres, comme un parti de fonctionnaires et plus spécifiquement d'enseignants ⁽²⁾ et, du point de vue électoral, comme le parti des classes moyennes salariées ⁽³⁾. Un repérage de cet ordre a son utilité dans l'optique d'une comparaison sociologique avec d'autres partis ⁽⁴⁾. Mais dès lors qu'il s'agit de comprendre ces propriétés agrégées et d'en mesurer les causes et les effets, il convient de prendre en considération le fait que non seulement le PS n'est pas partout investi majoritairement par des membres de l'Education nationale ⁽⁵⁾, mais que ce ne sont pas les mêmes enseignants qui dominent ici ou là, ni avec les mêmes ressources.

Le but n'est donc pas ici de dresser un portrait type de "l'enseignant socialiste" puisque l'une de nos hypothèses est que les propriétés sociales ne peuvent être saisies que dans les relations qui se nouent entre groupes sociaux et formations politiques dans des sites d'interaction particuliers. Ce sont les configurations locales qui spécifient les propriétés sociales des individus et des groupes : être instituteur ou professeur de collège n'a pas la même signification dans une région rurale, dans une région industrielle ou dans une grande ville universitaire, non seulement en vertu de la position sociale relative qu'occupent les différents groupes sociaux mais aussi en fonction de l'origine sociale des enseignants et de la force corrélative des organisations constitutives du milieu laïque (syndicat, associations affiliées à la Ligue de l'enseignement, associations de parents d'élèves, etc.) ⁽⁶⁾.

En conséquence, pour cerner les propriétés des enseignants socialistes dans un site donné, en l'occurrence le Pas-de-Calais, et comprendre quels enseignants s'investissent dans ce parti et par quelles voies, il faut s'efforcer d'appréhender de concert la signification sociale des métiers enseignants dans ce département très ouvrier ⁽⁷⁾ — et son évolution dans le temps —, la force relative des réseaux laïques influant sur celle-ci, ainsi que les raisons pour lesquelles ces enseignants peuvent être considérés comme des représentants légitimes par une population dotée d'une forte identité ouvrière ⁽⁸⁾ et d'un faible niveau de formation générale.

Si la signification des données biographiques ne peut apparaître que par la mise à jour préalable des espaces sociaux dans lesquels les dirigeants socialistes du Pas-de-Calais se meuvent, le matériau biographique éclaire en retour les conditions d'ajustement des agents à l'offre de positions propre à ces espaces et permet de repérer l'existence de réseaux sociaux au principe de leur socialisation et de leur mobilisation politiques. Autrement dit, pour comprendre pourquoi 60% des dirigeants fédéraux ou élus socialistes actuels du Pas-de-Calais sont enseignants (tableau 1), il faut préalablement analyser les caractéristiques historiquement constituées de ces métiers, les conditions de l'établissement de liens entre les organisations laïques départementales et le parti socialiste, et vérifier enfin si les caractéristiques biographiques des dirigeants confirment l'existence de ces liens et, si c'est le cas, comment ils s'établissent et s'actualisent concrètement.

Tableau 1 : Profession exercée* par les dirigeants et élus socialistes du Pas-de-Calais (N=86)

Prof. lib.	Cadres sup. public	Cadres sup. privé	Prof d'univ. et assimil	Prof de lycée et assimil	PEGC et prof de LP	Instit et assimil	Profes. inter.	Agri-culteurs	Emplo-yés	Ouvriers
2,3%	4,6%	4,6%	2,3%	22,1%	24,4%	12,8%	19,8%	1,2%	1,2%	4,6%
2	4	4	2	19	21	11	17	1	1	2

* Il s'agit de la dernière profession exercée dans le cas des retraités ou de ceux qui exercent une activité politique à temps plein. Pour ce tableau, nous avons intégré les personnes de notre population dont nous connaissions la profession par la presse, les annuaires, les professions de foi électorales ou les entretiens.

L'émergence progressive des enseignants au sein de l'élite socialiste

Historiquement, la montée en puissance des enseignants — dans un premier temps pour la plupart instituteurs — au sein des instances fédérales puis dans les mairies socialistes, peut être repérée au cours des années trente. Jusqu'alors, la grande majorité des dirigeants et élus de la fédération sont des syndicalistes mineurs ou d'anciens mineurs devenus cabaretiers, journalistes, employés de coopérative ou permanents syndicaux. L'examen des biographies des députés socialistes du département élus de 1919 à 1940 ⁽⁹⁾ révèle cette prépondérance syndicale et ouvrière, même si celle-ci décroît à mesure que la SFIO s'implante en dehors du bassin minier. Sur les treize députés formant cette population, on trouve sept ouvriers ou anciens ouvriers (cinq des principaux dirigeants du syndicat des mineurs et deux anciens mineurs qui ont davantage milité sur le plan du parti), un employé de mairie, un fonctionnaire colonial, exclu du parti en 1923, un ouvrier devenu directeur d'entreprise, un agriculteur, et seulement deux instituteurs (César Bernard, Roger Vantielcke), dont le premier a été un des fondateurs du mouvement coopératif dans le département. La plupart des "prolétaires" sont des élus du bassin minier ; ils sont ceux qui connaissent la durée de vie parlementaire la plus longue, constituant bel et bien le noyau de la représentation socialiste. Les militants de parti au sens strict restent encore dans une position marginale.

Dans les mairies et les sections socialistes du bassin minier, les délégués-mineurs formés au cours des grèves d'avant la Première Guerre mondiale conservent également la prépondérance jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, même s'ils s'appuient de plus en plus dans les villes moyennes sur des soutiens issus de la petite-bourgeoisie, notamment commerçante ⁽¹⁰⁾. Contrôlant la distribution des ressources municipales, la désignation des adjoints et des conseillers municipaux, mais plus encore les ressources syndicales grâce aux postes de représentants au sein des multiples conseils d'administration où est représenté le syndicat et aux sièges de délégués à la sécurité, les militants syndicalistes préservent leur mainmise sur de nombreuses sections. Compte tenu de l'importance du bassin minier dans l'ensemble des effectifs du parti ⁽¹¹⁾, le renouvellement des équipes dirigeantes apparaît particulièrement lent, s'amorçant surtout avec la montée du parti communiste et de la CGTU qui s'appuient sur une classe ouvrière fortement renouvelée du fait de l'immigration et de la mise en place d'une organisation parcellisée du travail ⁽¹²⁾. Jusqu'alors, le syndicat et les élus constituaient les principaux instruments de promotion du socialisme. L'émergence de nouveaux adversaires se situant d'emblée sur le terrain politique contraint ces derniers à consolider leur appareil fédéral, la formation politique des militants et à développer les activités des sections. Au total, cette évolution facilite l'apparition d'une nouvelle génération de dirigeants dotés de savoir-faire plus adaptés à cette nouvelle situation, d'autant que, dans le même temps, la conquête d'un nombre croissant de municipalités ⁽¹³⁾ a également conduit à faire appel à des militants dotés de compétences plus générales. C'est dans ce contexte que les

Paru dans *Les cahiers de l'IHTP*, avril 1994, p. 127-146.

instituteurs s'imposent progressivement aux postes de responsabilité de la fédération, avant de conquérir progressivement les principaux mandats électifs après la Libération.

De fait, la plupart des dirigeants fédéraux qui ont progressivement repris en main la SFIO à partir de la fin des années vingt, proviennent bel et bien de ce groupe : André Pantigny (1900-1944), secrétaire de la fédération de 1930 à 1940, Maurice Piquet (1903-1984), Camille Delabre (1906), Bernard Chochoy (1908-1981), Octave Legrand (1912-1944), Louis Le Sénéchal (1910-1977) et Henri Henneguelle (1908-1983) qui le secondent au secrétariat fédéral, sont tous des instituteurs ⁽¹⁴⁾. Pas n'importe quels instituteurs, puisque tous, sauf H. Henneguelle, dont les parents sont commerçants, sont fils d'ouvriers. Ces jeunes militants plein d'entrain sont le produit de l'"ouvriérisation" du recrutement des instituteurs du Pas-de-Calais qu'on constate après la Grande guerre. Encore minoritaires dans la génération qui part en retraite à la fin des années vingt, mais déjà plus nombreux que dans d'autres régions de France ⁽¹⁵⁾, il n'est pas douteux que les instituteurs fils d'ouvriers soient devenus majoritaires entre les deux guerres, expliquant par la même l'orientation prise à cette époque par le syndicalisme et "l'associativisme" enseignant. De fait, tous les dirigeants cités ci-dessus appartiennent bel et bien à une même génération : tous très investis dans le syndicat des instituteurs et souvent à la CGT, ils sont les promoteurs de la véritable fondation d'une fédération socialiste au début des années trente à partir du réseau des Jeunesses socialistes. Sans être les initiateurs du ralliement des amicales enseignantes à la CGT, ils sont ceux qui bénéficient du capital collectif formé par les réseaux enseignants progressivement mis en place depuis le début du siècle, capital qu'ils vont consolider et grâce auquel ils vont pouvoir remettre en cause les façons de faire des élites issus du syndicalisme minier.

A la Libération, la prise de contrôle de la CGT par les militants communistes, plus jeunes et dotés de l'aura résistante, accélère la municipalisation de l'influence socialiste et la prépondérance des réseaux enseignants — même si, sur ce terrain aussi, la concurrence du PCF se fait sentir —. L'accession de Guy Mollet, professeur d'anglais et ancien secrétaire départemental de la fédération de l'enseignement et secrétaire de la section d'Arras, consacre à la fois la prépondérance des enseignants dans la fédération, et traduit le déplacement du centre de gravité géographique et sociologique du parti. Cette situation tarit le recrutement des cadres ouvriers à l'intérieur du parti causant certains tiraillements internes ⁽¹⁶⁾ d'autant plus forts que la conquête d'anciens bastions radicaux a également amené à la SFIO des artisans et des commerçants et quelques représentants du monde agricole. Le bassin minier connaît dès lors, avec un certain retard, un changement analogue à ce qui s'est produit dès avant la guerre dans d'autres régions ouvrières du département où un syndicalisme moins structuré ou affaibli avait très tôt mis les enseignants en avant dans les mairies et les sections. L'examen des professions de l'ensemble des parlementaires socialistes élus de 1945 à 1968 est significatif de cette évolution ⁽¹⁷⁾. Sur un total de dix-huit on compte : trois professeurs d'enseignement secondaire (Guy Mollet, Jeannil Dumortier, Emile Vanrullen), un professeur d'éducation physique (Henri Guidet), cinq instituteurs (Henri Darras, Henri Henneguelle, Emile Parmentier, Bernard Chochoy, Louis Le Sénéchal), un médecin salarié de l'hôpital de Lens, trois anciens mineurs, un artisan-menuisier (Abel Poulain), un ingénieur des mines, deux employés de commerce et un exploitant agricole transfuge du parti radical.

Dans le même temps, les liens avec le Syndicat des instituteurs et la Fédération des œuvres laïques s'institutionnalisent pour des raisons locales et plus générales. D'une part, la nationalisation des Houillères s'accompagne d'une intense mobilisation des organisations laïques et ouvrières en faveur de la nationalisation des anciennes écoles et centres d'apprentissage appartenant aux compagnies ; d'autre part, l'autonomie de la FEN et les nombreux soutiens ministériels dont elle bénéficie lui permettent de renforcer sa présence sur le terrain (mise à disposition d'enseignants pour les œuvres, obtention du monopole de collecte de fonds dans les écoles, création de la MGEN...) ⁽¹⁸⁾. La proximité entre la SFIO et les organisations laïques transparaît à travers le fait que, dans les années cinquante-soixante,

Paru dans *Les cahiers de l'IHTP*, avril 1994, p. 127-146.

les dirigeants des organisations laïques ne remettent pas en cause leur unité en s'affichant comme membres des instances dirigeantes de la SFIO. Ainsi Pierre Talleux, secrétaire général du SNI appartient-il au bureau fédéral de la SFIO, Louis Flo, président de la Fédération des œuvres laïques, à sa commission exécutive ; quant à Francs et Franches camarades, qui organise de nombreux camps de vacances, elle est aussi présidée par un militant socialiste proche de Guy Mollet, Jules Gravure.

Au cours du "règne" de G. Mollet à la tête de la fédération, les enseignants occupent une place grandissante au point qu'à la veille du congrès d'Issy-les-Moulineaux de 1969, sur les 41 membres élus de la CEF, on dénombre 25 enseignants, soit 60% (13 instituteurs, 9 PEGC ou assimilés, 2 Inspecteurs de l'enseignement primaire et 1 certifié), 1 éducateur, 1 médecin, 5 cadres administratifs, 2 commerçants, 3 employés et 2 ouvriers. Pour autant, ceux-ci ne monopolisent pas encore toutes les positions électives. Ainsi, la comparaison des professions des maires socialistes de l'arrondissement de Béthune — qui englobe l'ensemble du bassin minier du département — avec celles des maires des autres partis ⁽¹⁹⁾, montre que les ouvriers et les mineurs restent très présents : ils représentent 27% des maires et même 40% si l'on inclut les retraités, contre 14% d'agriculteurs, 12% de cadres supérieurs et professions libérales, 17% de commerçants ou artisans et 17% de fonctionnaires. Si l'on admet que le pourcentage d'enseignants doit recouvrir l'essentiel des 17% de fonctionnaires, on constate que leur prépondérance s'affirme davantage au niveau des responsabilités partisans qu'à celui des mandats locaux. Leur hégémonie ne s'établit qu'à partir de 1971 et surtout de 1977 au point de composer, comme on l'a déjà signalé, 60% des élus et dirigeants de la fédération en 1989.

Mais pour comprendre pourquoi les enseignants se sont progressivement imposés comme les représentants privilégiés du socialisme dans le Pas-de-Calais, il faut se pencher, au-delà des raisons immédiates liées à la transformation des conditions de la concurrence politique et syndicale qu'on vient d'évoquer, sur les caractéristiques sociologiques des sociétés ouvrières départementales et plus particulièrement de la société minière qui concentre la plupart des élus et militants socialistes.

Etre instituteur en milieu ouvrier

Comme l'a bien montré Philippe Ariès, la société minière au moins jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale est une société close et strictement ouvrière, où "il n'y a guère d'autres éléments sociaux, sinon quelques ingénieurs, le personnel de direction, numériquement insignifiant - ni commerce, ni administration". En 1938, les mineurs y représentent 23 à 25% de la population totale. En dehors de quelques agriculteurs dans les villes qui ne sont pas de simples villes-champignons formées autour des puits, tout le monde travaille pour les compagnies : "l'épicier, le débitant, fait tenir son magasin par sa femme, pendant qu'il travaille au fond" ⁽²⁰⁾. Cette société est d'autant plus close que la main-d'œuvre, jusqu'à l'arrivée massive des mineurs polonais dans les années vingt, est d'origine essentiellement locale, les ouvriers qualifiés provenant des mines du Nord plus anciennes, les autres des campagnes environnantes ; très peu ici d'ouvriers belges, comme à Halluin ou Roubaix, susceptibles — quand ils viennent des industries de Wallonie — d'exporter des formes d'organisation "social-démocrate" ⁽²¹⁾.

Les ingénieurs et les médecins étant directement sous la coupe de leur employeur, seuls les quelques commerçants — pour la plupart cabaretiers chassés de la mine à cause de leur activisme syndical —, les employés de coopérative, les employés municipaux — encore peu nombreux — et les instituteurs sont en situation de s'opposer au contrôle social exercé par les compagnies minières. Or, si ceux-ci s'engagent progressivement dans le combat social,

Paru dans *Les cahiers de l'IHTP*, avril 1994, p. 127-146.

malgré les pressions qu'ils subissent de la part du patronat qui a la charge de l'entretien des bâtiments scolaires, c'est qu'à partir du début du siècle, le métier d'instituteur constitue quasiment la seule voie de promotion sociale pour les fils de "l'aristocratie ouvrière" locale qui veulent échapper à la mine et qui sont parvenus à franchir la barrière de l'enseignement primaire supérieur. Devenir employé, *a fortiori* ingénieur, c'était déjà d'une certaine manière trahir, passer de l'autre côté de la barrière.

L'étroitesse des voies d'ascension sociale dans le monde ouvrier du Pas-de-Calais n'est compréhensible qu'à la lumière des propriétés du champ scolaire local, lui-même conditionné par la structure du marché du travail. La dualité bien connue ⁽²²⁾ du système scolaire de l'époque qui tient à l'écart de l'enseignement secondaire les enfants des classes populaires, entre l'École primaire supérieure largement accessible aux boursiers d'un côté et le lycée très coûteux de l'autre, voit ici ses effets renforcés par le faible nombre de lycées et d'écoles professionnelles. Le coût économique et symbolique de l'entrée au lycée est donc particulièrement élevé ⁽²³⁾, et les chemins de la promotion sociale pour les plus doués scolairement se résument jusqu'aux années cinquante à devenir enseignant ou ingénieur des mines. Or cette dernière voie est non seulement relativement étroite, mais implique un coût identitaire très élevé, d'autant que beaucoup de fils d'ouvriers en situation de réussite scolaire n'ont pu continuer leurs études que grâce à l'entêtement d'un père syndicaliste à qui le militantisme avait ouvert l'esprit et l'horizon des possibles. André Pantigny qui va devenir le secrétaire de la fédération en 1930 illustre parfaitement cette tendance. Son père, un porion acquis aux idées socialistes et militant syndical qui, bien qu'ayant suivi les cours de l'école des mines de Douai, a dû quitter les mines et se reconvertir comme représentant de la Société générale de dynamite, sera le premier conseiller municipal élu à Oignies en 1912 avant d'en être le maire de 1919 à 1924. Fort de cette ouverture culturelle, il envoie son fils au collège d'Arras. Mais la guerre et une santé fragile l'obligent à interrompre ses études au bout d'un an ; il doit se contenter de passer le Brevet élémentaire grâce auquel il devient instituteur.

Il est très probable que l'expérience et les conseils paternels ont dissuadé A. Pantigny d'envisager une carrière administrative dans les mines. La récente publication, indûment présentée comme le témoignage d'un mineur de fond, de l'autobiographie d'Augustin Viseux, fils de mineur devenu ingénieur des mines dans les années trente, éclaire bien le coût identitaire que pouvait représenter le "choix" d'une telle destinée ⁽²⁴⁾. Rejeté par ses anciens camarades et en même temps jamais vraiment accepté par les autres ingénieurs qui lui "témoignaient une sorte de condescendance", tout se passe comme s'il avait été poussé à adopter une vision très morale du monde qui l'a amené à se replier sur lui-même et son travail, et à se convertir à la religion catholique au prix d'une rupture avec son père anti-clérical et militant syndical. Cette conversion semble lui avoir permis de refouler son mépris pour les mineurs - dont il déplore en de nombreux passages qu'ils soient sales, indisciplinés, impolis et alcooliques -, en se vivant comme étant à leur service, littéralement investi d'une mission qui le pousse en fin de compte à se faire leur porte-plume, faute peut-être d'avoir pu devenir leur porte-parole.

L'absence de réseau bancaire et commercial dans le bassin minier — concentré dans le département du Nord à Valenciennes et Douai —, le sous-équipement administratif n'ont fait que renforcer l'attractivité d'un métier correspondant à un statut social permettant de concilier la compétence scolaire et la fidélité de classe ⁽²⁵⁾, car être instituteur dans le Pas-de-Calais c'est aussi, à la ville comme à la campagne, être de plain-pied dans la politique municipale ⁽²⁶⁾ et au centre de la vie locale, et c'est, dans les villes minières ou dans les petites villes industrielles, devoir s'opposer à l'emprise des industriels et de l'Église sur l'école et sur les esprits. On comprend mieux dans ces conditions, non seulement l'engagement à gauche des instituteurs, lequel répond à des logiques qui ne sont certes pas propres à la situation locale, mais aussi la position sociale — non réductible à l'exercice professionnel du métier — qu'ils

Paru dans *Les cahiers de l'IHTP*, avril 1994, p. 127-146.

vont occuper dans la société du Pas-de-Calais, position qui n'a pu que renforcer en retour l'attractivité de ce métier pour les "fils du peuple".

L'homogénéité sociale des instituteurs du Pas-de-Calais a vraisemblablement pesé lourd sur la consolidation des réseaux interpersonnels existant entre les enseignants dans leur ensemble et les militants de la SFIO. Non seulement, ceux-ci trouvaient dans l'idéologie républicaine et ouvrière du parti la valorisation de leur identité ouvrière et celle de leur "réussite" scolaire, mais ils y trouvaient aussi un espace de valorisation et d'initiative qu'ils n'auraient pas eu au sein du parti communiste de l'époque. Dès lors, la densité des réseaux ainsi créés n'a pas peu contribué à perpétuer l'attachement des enseignants au milieu socialiste ⁽²⁷⁾, sinon au parti socialiste *stricto sensu*.

Les transformations que connaît le monde enseignant à partir des années soixante ne vont pas remettre en cause cet état de fait, mais au contraire le renforcer. En effet, la définition de la position sociale de l'enseignant dans les sociétés ouvrières du Pas-de-Calais n'évolue que très peu malgré le développement de la scolarisation et la disparition de la société minière. Le recrutement ouvrier des instituteurs, conformément d'ailleurs à des tendances générales — et on voit mal comment il ne le ferait pas — semble au contraire s'accroître jusqu'au début des années soixante, sans qu'on assiste à un développement massif d'autres professions intermédiaires. Compte tenu des retards de formation précédemment évoqués, les activités qui se substituent au charbon (automobile, textile, chimie...) font essentiellement appel à une main-d'œuvre ouvrière faiblement qualifiée, la plupart des cadres provenant souvent de l'extérieur. Quant au secteur tertiaire public, pour les mêmes raisons mais aussi à cause de son faible développement et de sa concentration dans quelques villes, il n'a été en mesure que d'absorber la main-d'œuvre la moins qualifiée souvent amenée à quitter la région ⁽²⁸⁾.

Si les voies de la promotion sociale dans les années soixante se sont élargies notamment via l'émigration en dehors du département, localement, l'Education nationale, à la faveur de la croissance de l'enseignement technique et secondaire particulièrement forte dans un des départements les plus jeunes du pays, reste le principal pourvoyeur d'emplois pour les jeunes bacheliers ou licenciés. Le collège s'est substitué en partie à l'école primaire — comme ailleurs de plus en plus laissée aux femmes — dans la stratégie des fils d'ouvrier qualifié en situation de réussite scolaire. Au demeurant, la permanence de la structure sociale ouvrière garantit un moindre déclassé du métier d'enseignant, instituteur comme professeur de collège, comme l'atteste le moindre niveau de féminisation du personnel enseignant du premier degré (inférieur à 60% pour une moyenne française de 67,2% en 1976) et du second degré (inférieur à 50% en 1977-78 pour une moyenne française de 55%) ⁽²⁹⁾. L'évolution du métier d'enseignant vers une profession attirant davantage les femmes et les jeunes issus des classes moyennes est d'autant moins rapide qu'ailleurs ⁽³⁰⁾, que les possibilités de promotion qu'offre la carrière, notamment dans les postes de direction d'établissement, sont fréquentes en raison de l'aspect peu attractif de ces postes pour des professeurs venant du sud de la France peu désireux de s'installer durablement au milieu des terrils et des coronas.

Ce changement dans la continuité de la composition sociale des enseignants, non seulement ne remet pas en cause les liens entre le milieu laïque et les responsables du parti socialiste, mais au contraire va renforcer l'un et l'autre. Au début des années soixante dix, les effectifs de la FEN, et surtout du SNI-PEGC, dans un contexte de forte mobilisation pour la titularisation et de lutte pour contre la désindustrialisation, atteignent un niveau sans précédent, tant en volume (11 800 adhérents), qu'en taux de syndicalisation (85% des instituteurs à 90% de tendance UID). De même, les associations laïques sont en plein renouveau et constituent les lieux où s'expérimentent de nouvelles formes d'action sociale. En dehors des clubs Léo Lagrange, également dans la mouvance socialiste, aucune autre grande fédération d'associations ne parvient à concurrencer la FOL dans le département. En outre, l'influence de la formation reçue à l'Ecole normale, les origines ouvrières de nombreux

Paru dans *Les cahiers de l'IHTP*, avril 1994, p. 127-146.

enseignants assurent une évolution en douceur au sein de la section départementale de la FEN. Significative est à cet égard la faiblesse locale du SGEN et l'absence de conflit brutal avec la direction socialiste, malgré l'engagement de nombreux syndicalistes dans le combat contre la guerre d'Algérie. De même, les grèves de mai 1968, se traduisent ici par l'absence de véritables mouvements lycéens — et *a fortiori* étudiants en l'absence d'université —, et par une participation de nombreux jeunes enseignants aux luttes inter-syndicales pour la défense du charbon ⁽³¹⁾.

Cette présentation rapide des caractéristiques du milieu enseignant du Pas-de-Calais permet de comprendre, comme on va le voir maintenant, les matrices de socialisation politique des enseignants socialistes du Pas-de-Calais et le rôle prépondérant qu'y jouent des réseaux laïques en pleine expansion et renouvellement. L'étude prosopographique, mais aussi biographique, permet cependant d'aller plus loin et de saisir l'articulation des différentes instances de socialisation et le fonctionnement concret de ces réseaux. Le recours à des entretiens autobiographiques, en facilitant l'accès à la perception des expériences et au système de représentations ayant guidé les choix, prémunit contre une interprétation decontextualisée des indicateurs généralement mobilisés dans les questionnaires ou les notices biographiques.

Approche prosopographique et biographique des dirigeants et élus actuels de la fédération socialiste

Les propriétés sociales des dirigeants socialistes attestent qu'ils sont bel et bien les bénéficiaires de l'extension de la scolarisation secondaire à partir des années cinquante et de la création par l'Etat de nombreux postes d'enseignants notamment dans l'enseignement technique et secondaire. L'examen statistique des 47 enseignants de notre population de 78 élus et dirigeants socialistes du Pas-de-Calais ⁽³²⁾ indique en premier lieu une origine majoritairement populaire (tableau 2) : 83% d'entre eux sont fils d'ouvrier, d'agent de maîtrise, d'employé, d'artisan ou de commerçant. Si un tiers à proprement parler est d'origine directement ouvrière, il apparaît clairement qu'il s'agit globalement d'enfant de parents ayant connu un début de promotion sociale, en devenant contremaître, employé ou artisan, autant de professions caractérisées par une proximité culturelle avec les classes populaires.

Tableau 2 : Origine sociale des dirigeants socialistes du Pas-de-Calais de profession enseignante (dernière profession du père) (N=78)

	Ouvrier (dont mineur)	Agent de maîtrise	Employé, police, armée	Artisan	Commerçant	Autres professions	Total
Enseignants	16 (8)	4	9	8	2	8	47
%	34,0	8,5	19,2	17,0	4,2	17,0	100%
Autres	10 (5)	3	2	3	2	11	31
%	32,2	9,6	2,0	9,7	6,4	35,5	100%

Cette proximité transparait d'autant mieux si on prend en considération la profession des grands-pères et de la mère en élaborant un indice d'appartenance au milieu ouvrier ⁽³³⁾ (tableau 3). Celui-ci indique que 60% des enseignants élus ou responsables de la fédération socialiste ont au moins deux attributs d'appartenance au milieu ouvrier, un quart aucun, soit une différence relativement nette avec les autres cadres de la fédération sensiblement moins nombreux à avoir des ascendants ouvriers.

Tableau 3 : Nombre d'attributs ouvriers des dirigeants et élus socialistes enseignants du Pas-de-Calais (N=78)

Nb d'attributs	0	1	2	3 et plus	Total
Enseignants	11	8	15	13	47
%	23,4	15,2	31,9	27,6	100%
Autres	11	6	8	6	31
%	35,5	19,3	25,8	19,3	100%

L'examen de leur diplôme confirme que la plupart des responsables socialistes, hier majoritairement instituteurs, sont les bénéficiaires de la pénurie des années soixante qui a obligé l'Etat à recourir dans le Pas-de-Calais encore plus activement qu'ailleurs aux PEGC et aux maîtres-auxiliaires. Sur les 35 professeurs de collège et de lycée ou responsables d'établissement de notre population, seuls 7 sont certifiés et 1 agrégé, soit à peine un quart (tableau 4). On retrouve ce phénomène de promotion sociale par l'enseignement secondaire si l'on observe plus particulièrement le parcours des 15 anciens élèves de l'Ecole normale de notre échantillon, 3 seulement sont encore instituteurs au moment de l'enquête, 8 sont PEGC ou professeur d'enseignement technique, 4 sont certifiés.

Tableau 4 : Niveau de diplôme des responsables et élus socialistes enseignants du primaire et du secondaire du Pas-de-Calais (N=45)

	Bac ou -	Propédeuti -que- DEUG	CAP instit ou PEGC	Licence	CAPES	Agrégation	Gdes écoles et +	Total
Instituteurs	5	1	4	0	0	0	0	10
Prof LEP-PEGC	7	6	6	0	0	0	0	19
Autres profs	1	0	0	6	7	1	1	16

Le choix du métier enseignant a-t-il été vécu par eux comme une vocation ou comme un choix par défaut ? Les entretiens qualitatifs que nous avons réalisés avec certains d'entre eux révèlent que cette dernière option semble la plus fréquente, confirmant au passage l'étroitesse des possibilités de carrière qui s'ouvraient aux bacheliers dans les années cinquante-soixante, mais également la rupture identitaire que continuait d'impliquer le choix de certaines carrières. Ces entretiens indiquent en effet que beaucoup ont envisagé d'autres solutions qui leur sont finalement apparues inabordables ou insatisfaisantes. Fils d'un officier issu du rang et d'une mère institutrice, tous deux originaires de Liévin, Jean-Marie François (1935), actuel maire d'Outreau près de Boulogne, instituteur devenu professeur de collège, aurait très bien pu après le bac tenter l'entrée à St-Cyr s'il n'en avait "eu ras-le-bol d'être interné" ou entrer dans les assurances. Alain Fauquet (1946), secrétaire de la section d'Arras et adjoint aux finances, instituteur devenu assistant parlementaire, fils de mineur, ne bénéficiait pas des mêmes avantages ce qui lui rendait inaccessible les formations coûteuses et éloignées ; il n'en a pas moins failli entrer à l'INSEE, après un échec douloureux chez Shell. Jean-Mary Valembois (1944), actuel maire de Douvrin, d'origine protestante, dont le père avait quitté la mine pour devenir chauffeur-livreur indépendant, avait quant à lui des ambitions culturelles affirmées avant de devenir professeur d'enseignement technique : il voulait faire de la télévision. Des obstacles d'ordre religieux — l'Ecole de journalistes de Lille dépendait de la Faculté catholique et le seul moyen de bénéficier d'une bourse était d'aller dans une école protestante en Suisse — l'en ont en partie empêché, mais la possibilité de partir à l'étranger pour réaliser son souhait lui est sans doute aussi apparue comme une rupture sociale sans commune mesure avec un départ à Lille. Enfin, Jacques Napieraj, actuel maire de Berguette

Paru dans *Les cahiers de l'IHTP*, avril 1994, p. 127-146.

près d'Isbergues, fils d'ouvrier sidérurgiste, a commencé par être animateur de Maison de jeunes avant son entrée dans l'enseignement qu'il présente comme une parenthèse ("le temps d'apprendre le métier et de faire autre chose"). Certains ont même résisté à la volonté de leurs parents, à l'image de Marie-Claude Riquoir, maire de Vitry-en-Artois et fille d'un petit entrepreneur, lui-même ancien maire socialiste de la commune. Dans son cas, la rupture avec la famille avait commencé par un engagement chrétien et s'est poursuivie par une volonté de ne rien devoir à sa famille : "Mon père à quinze ans m'a dit : "Fais l'Ecole normale ou travaille". Il n'y avait pas moyen de chercher autre chose, à l'époque j'ai choisi le travail". Son exemple atteste de l'évidence avec laquelle s'imposait le choix de l'Education nationale pour ceux qui avaient fait des études secondaires réussies pour les familles orientées à gauche. Elle a d'ailleurs parfaitement conscience de sa singularité : "On retrouve ça chez tous les autres élus politiques, ceux qui ont soixante ans aujourd'hui, ils ont tous été instituteurs. L'Université ne faisait pas partie de l'univers mental. Mon père était entrepreneur, mais c'était un ouvrier qui a racheté la boutique de son patron en empruntant. Il a commencé comme artisan, et il a fini avec quatorze ouvriers".

Tout se passe donc comme si ces dirigeants avaient, en "choisissant" leur métier, fait de nécessité vertu pour des raisons économiques mais aussi identitaires. Aucun de ceux que nous avons interrogés n'a ainsi mis l'accent sur le plaisir d'enseigner, insistant au contraire sur la disponibilité pour l'activisme associatif que permet cette profession. L'attachement à la région, au rôle de représentant des ouvriers, prime ici l'amour du métier et l'enseignement semble finalement avoir été pour beaucoup le meilleur moyen de concilier mobilité sociale, goût pour l'action et fidélité au milieu et à la région d'origine. Cette fidélité, qui n'est jamais que l'aversion de la crainte d'affronter un monde pas fait pour soi, qu'il s'agisse de l'université ou surtout d'écoles privées, trouve sa meilleure expression dans le "choix" de la profession d'enseignant, option qui permettait en effet d'éviter l'émigration physique et identitaire. On en trouve la confirmation dans le nombre élevé d'enseignants socialistes nés dans le canton où ils sont élus (55,4%) (tableau 5). Malgré un niveau de diplôme généralement plus élevé, ils ne se distinguent pas sous cet aspect des dirigeants exerçant une autre profession au moindre capital culturel.

Tous les enseignants du département, même d'origine populaire, ne deviennent certes pas des militants du parti socialiste. Mais le but n'est pas ici de comprendre pourquoi un tel et pas tel autre y parvient. Le sociologue ou l'historien ne peuvent sans risque s'assigner une pareille tâche, faisant apparaître tant d'éléments psychologiques et hasardeux. Il s'agit plutôt d'une part, de dégager les conditions structurelles de possibilité de ce "choix" et d'autre part, d'évaluer la manière dont le milieu enseignant prédispose à l'engagement dans le PS, autrement dit, de saisir une de ses principales matrices d'adhésion pour reprendre le terme de Jean-Paul Molinari (³⁴). Dans cette perspective, il faut se demander si le choix du métier et l'engagement social ne sont que le signe de ce qu'on pourrait appeler une socialisation laïque familiale et si, en l'absence de cette socialisation, l'exercice du métier dans toutes les dimensions sociales qu'il implique dans les villes ouvrières du Pas-de-Calais (c'est-à-dire une fréquente appartenance à des réseaux syndicaux, associatifs...) a favorisé l'entrée en politique de la plupart d'entre eux.

Tableau 5 : Lieu de naissance des dirigeants et responsables socialistes du Pas-de-Calais selon qu'ils sont enseignants ou non enseignants

	Enseignants	Autres professions	Total
Nés dans le canton	26 55,4%	18 58%	44 56,4%
Nés dans le P-de-C	13 27,7%	7 22,6%	20 25,6%
Nés hors du P-de-C	8 17,0%	6 19,4%	14 18,0%
Total	47 60,2%	31 39,8%	78 100,0%

Tableau 6 : Degré de politisation familiale des dirigeants socialistes du Pas-de-Calais de profession enseignante (N=78)

	Famille où l'on s'intéressait beaucoup à la politique	Famille où l'on ne s'intéressait pas beaucoup à la politique	Total
Enseignants	16	31	47
%	34,1	65,9	100%
Autres	19	12	31
%	61,3	38,7	100%

Tableau 7 : Appartenance syndicale du père des dirigeants socialistes du Pas-de-Calais de profession enseignante (N=78)

	Père appartenant à un syndicat	Père n'appartenant pas à un syndicat	Total
Enseignants	17	30	47
%	37,0	63,0	100%
Autres	16	15	31
%	51,6	48,4	100%

Les données dont on dispose conduisent à distinguer schématiquement deux cas, deux filières, la première, qui l'emporte sur la seconde, concerne les individus n'ayant pas évolué dans un univers familial politisé ou syndicalisé et qui ont adhéré à la suite de contacts professionnels (où l'on inclut aussi bien l'Ecole normale, le syndicalisme que les associations laïques...) ; la seconde, sans minimiser l'influence de l'appartenance à ces réseaux, concerne ceux qui ont baigné dans un univers familial socialisant. Comme l'indiquent les deux tableaux précédents (tableaux 6 et 7), les deux tiers des enseignants apparaissent clairement comme étrangers à l'univers syndical et politique de gauche par leurs origines familiales, non pas nécessairement d'un point de vue idéologique, mais avant tout militant. Ceux-ci ne sont ni issus d'une famille où l'on s'intéressait beaucoup à la politique, ni originaires d'une famille où le père était membre d'un syndicat — fait pourtant relativement fréquent dans l'après-guerre —. Sans pouvoir ici entrer dans le détail, la différence est nette avec les élus non enseignants qui proviennent bien plus souvent d'une lignée militante socialiste. Dans l'ensemble moins diplômés et ayant adhéré plus précocement au parti, tout se passe comme si ceux-ci avaient compensé leur moindre capital culturel par un capital politique familial, face à l'arrivée de jeunes enseignants mieux formés mais majoritairement étrangers au milieu socialiste.

De fait, si l'on tente de repérer les filières de l'adhésion, les enseignants déclarent avoir fréquenté préalablement des militants socialistes essentiellement dans le cadre associatif et

Paru dans *Les cahiers de l'IHTP*, avril 1994, p. 127-146.

syndical, tandis que la parenté l'emporte chez les dirigeants exerçant d'autres professions. L'importance de la socialisation associative et syndicale — et dans une moindre mesure "scolaire", via surtout le passage par l'Ecole normale — au sein du milieu laïque est manifeste. Deux tiers des enseignants ont milité dans une amicale laïque avant d'adhérer au PS — tous sauf deux y ayant exercé au moins des responsabilités locales — (tableau 9) ; 55,3% ont préalablement été adhérents du SNI-PEGC, 27,6% du SNES, contre seulement 4,2% au SGEN soit autant qu'à Force ouvrière. Avec un taux de syndicalisation global de 91,6% contre 67,8% pour les non-enseignants, le passage par le syndicat, s'il ne correspond pas nécessairement à un investissement militant ou responsable — ils ne sont qu'un tiers dans ce cas —, est bel et bien l'occasion d'entrer dans certains réseaux fréquemment mobilisés politiquement tant lors de certaines élections municipales que lors de manifestations départementales pour la défense de l'enseignement.

Tableau 8 : Lieux de rencontre de militants socialistes préalablement à l'adhésion*

	parenté	voisinage	études	associatif	syndical	politique	autres	aucune
Enseignants	32,1	32,1	25,0	60,7	60,7	21,4	10,0	14,3
Autres	38,9	22,2	16,6	22,2	27,7	27,7	5,5	5,5
Total	34,8	28,3	21,7	45,6	47,8	30,4	8,7	10,8

* Réponse à la question : "Avant d'adhérer au PS, fréquentiez-vous des membres de ce parti"

Tableau 9 : Appartenance préalable à une amicale laïque des dirigeants et responsables du Pas-de-Calais selon qu'ils sont ou non enseignants

	Pas d'appartenance à une amicale laïque	Appartenance à une amicale laïque	Non réponse	Total
Enseignants	13 (27,6%)	33 (68,1%)	1 (2,2%)	47
Autres	14 (45,2%)	16 (51,6%)	1 (3,0%)	31
Total	27 (34,6%)	49 (62,8%)	2 (2,5%)	78 (100,0%)

Une minorité des dirigeants et élus enseignants du PS a toutefois été influencée par une socialisation politique familiale. Ils font alors le plus souvent référence à la famille mais aussi au voisinage comme vecteurs de fréquentation des réseaux socialistes (tableau 8). Le passage par le syndicalisme et l'engagement associatif n'a fait ici que renforcer l'action de l'univers domestique, ce qui ne signifie pas qu'ils n'a pas grandement contribué, vu le type d'activités proposées par ces associations ⁽³⁵⁾, à renforcer leur ajustement aux goûts et aux pratiques populaires, apprentissage qui contribue sans doute à expliquer qu'ils aient pu facilement s'adapter aux pratiques militantes ayant cours dans les sections locales du parti socialiste.

Le risque de la biographie en tant qu'elle saisit un individu isolé dans la logique de son existence et en tant qu'elle ne permet de saisir les réseaux qu'à partir de lui, peut amener à surestimer les facteurs psychologiques et à concevoir l'engagement comme une vertu individuelle, une réponse à un appel intérieur. Inversement, une approche fondée exclusivement sur un traitement quantitatif conduit trop souvent à un sociologisme quelque peu réducteur qui évacue la question des petits groupes, des contextes locaux plus ou moins favorables à l'engagement. Porter attention aux réseaux, mettre l'accent sur l'importance des rencontres et des lieux de socialisation en les ressituant dans leur configuration spatiale et temporelle, c'est dès lors se donner les moyens de tenir à distance le psychologisme et le

Paru dans *Les cahiers de l'IHTP*, avril 1994, p. 127-146.

sociologisme. Dans le Pas-de-Calais, la force des réseaux enseignants historiquement consolidés au sein du milieu socialiste a permis, dans une conjoncture donnée, d'enrôler nombre d'entre eux dans son sein. Localement de nombreux enseignants socialistes ont fait appel à leurs collègues engagés sur d'autres fronts pour venir renforcer la section du parti ou la liste municipale quand il s'est agi de relancer l'activité ronronnante des anciennes structures héritées de la SFIO ; de façon plus globale, les dirigeants du SNI ou de la FOL, n'ont pas hésité à mobiliser leurs adhérents quand il s'est agi de favoriser l'éviction de l'équipe molletiste à la tête de la fédération ⁽³⁶⁾.

Le concept de réseau comme manière d'appréhender les transactions et les interactions entre des secteurs d'activité partiellement disjoints révèle ici sa pertinence. Les expériences pratiques vécues par de nombreux militants enseignants qui ont été amenés à côtoyer des militants communistes et dans une moindre mesure de l'extrême-gauche, soit au sein de la FEN, particulièrement dans les luttes pour la sauvegarde du bassin minier, soit au sein de la FOL sur le terrain de l'animation socio-culturelle, leur sensibilité aux événements de mai 68, contribuaient sans doute à rapprocher ces jeunes enseignants d'origine populaire des idées alors incarnées par le CERES, à savoir l'union de la gauche d'une part, la valorisation du militantisme et des discussions idéologiques fondées sur un marxisme rénové d'autre part. Reste que le passage au politique de nombre d'entre eux et le rôle crucial qu'ils jouent dans l'animation du parti socialiste à partir de la décennie soixante-dix n'est compréhensible qu'à la lumière des caractéristiques historiquement consolidées du milieu laïque départemental, dont la densité en a fait un des points de passage privilégié d'accumulation de ressources politiques.

Frédéric Sawicki

Maître de conférences en science politique
CRAPS - Université de Lille II

¹. Cet article s'appuie sur une recherche effectuée dans le cadre de notre thèse de doctorat : *La structuration du parti socialiste. Milieux partisans et production d'identités*, Thèse pour le doctorat de science politique, Paris I, dir. J. Lagroye, 1993, notamment le chapitre IV, "Le parti socialiste dans le Pas-de-Calais : la marque ouvrière", p. 238-429.

². On compte ainsi 20% de fonctionnaires aux trois quarts enseignants parmi les adhérents en 1973 (Hardouin (P.), "Les caractéristiques sociologiques du PS", *Revue française de science politique*, XXVIII (2), 1978) ; en 1985, les enseignants représentent un "militant" sur quatre (Rey (H.), Subileau (F.), *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de la FNSP, 1991), et près d'un tiers des signataires des contributions au congrès de Rennes en 1989 (Larmagnac (N.), *Le courant de Laurent Fabius. Contribution à l'étude des groupes politiques*, Mémoire de DEA de systèmes politiques comparés, Paris I, 1991).

³. Cf. Grunberg (G.), Schweisguth (E.), "Le virage à gauche des couches moyennes salariées", in Lavau (G.) et al., *L'univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de la FNSP, 1983.

⁴. La tentative la plus systématique est celle de D. Gaxie in "Les logiques du recrutement politique", *Revue française de science politique*, XXX (1), 1980.

⁵. Notre étude comparée des élites dirigeantes (membres du secrétariat fédéral) et des principaux élus (maires, conseillers généraux et régionaux et parlementaires) réalisée en 1989-1990 montre notamment qu'il y a respectivement — toutes catégories enseignantes confondues — 33,2%, 61,6% et 34,7% d'enseignants dans le

Var, le Pas-de-Calais et l'Ille-et-Vilaine, avec des différences très nettes dans les catégories d'enseignants dominantes : universitaires et professeurs de lycée en Ille-et-Vilaine ; instituteurs et professeurs de collège et dans une moindre mesure professeurs d'enseignement technique dans le Pas-de-Calais et le Var (cf. Sawicki (F.), *La structuration du parti socialiste...*, *op. cit.*, chap. III). L'enquête d' H. Rey et F. Subileau pré-citée portant sur davantage de fédérations mais sur une population définie plus largement conduit aux mêmes constats.

⁶. Pour une présentation d'ensemble de ce milieu, voir Aubert (V.) et al., *La forteresse enseignante. La Fédération de l'éducation nationale*, Paris, Fayard, 1985.

⁷. En 1982, 54,6% de la population active masculine est ouvrière contre 44,5% dans l'ensemble du pays ; le pourcentage atteint 64,5% dans la zone d'emploi de Lens, la plus peuplée du département et le cœur du bastion socialiste.

⁸. A. Touraine, *La conscience ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1966. Sur la perpétuation de cette identité en dépit de la disparition de l'activité charbonnière, voir notamment Schwartz (O.), *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990 et Dubar (C.) et al., "Sociabilité et changement social à Sallaumines et Noyelles-sous-Lens (1900-1980)", *Revue du Nord*, LXIV (253), avril-juin 1982.

⁹. L'essentiel des renseignements biographiques portant sur les militants de l'entre-deux-guerres utilisés ci-après est bien entendu puisé dans le "Maitron".

¹⁰. Cf. Lecomte (A.), *La SFIO à Lens de 1928 à 1940*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Lille III, 1976.

¹¹. En 1935, 77,2% des membres de la SFIO demeurent concentrés dans l'arrondissement de Béthune.

¹². Hainsworth (R.), "Les grèves du Front populaire de mai et juin 1936. Une nouvelle analyse fondée sur l'étude de ces grèves dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais", *Le Mouvement social*, n°96, 1976 ; Hardy-Hémery (O.), "Rationalisation technique et rationalisation du travail à la Compagnie des mines d'Anzin (1927-1938)", *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1970.

¹³. 17 maires et 397 conseillers municipaux socialistes en 1912 ; 68 et 1147 en 1919 et après le tassement des années vingt, 130 maires socialistes élus en 1935.

¹⁴. Les autres membres de l'équipe fédérale sont salariés de coopérative ou employés municipaux. Il est intéressant de noter que ceux qui n'ont pas ces caractéristiques sociales ne sont pas issus du département à l'instar de Guy Mollet qui a fait ses études au lycée de Flers dans l'Orne et arrive à Arras fin 1926.

¹⁵. Cf. Ozouf (J.), *Nous les maîtres d'école. Autobiographies d'instituteurs de la Belle époque*, Paris, Julliard/Gallimard, 1967 ; Muel-Dreyfus (F.), *Le métier d'éducateur*, Paris, Minuit, 1983.

¹⁶. C'est, par exemple, ce que révèle un rapport interne d'un dirigeant du parti datant de janvier 1956 cité par Gilles Morin in "La Fédération socialiste du Pas-de-Calais durant la IVe République", *Bulletin de la Fondation Guy Mollet*, n°15, novembre 1989.

¹⁷. Cf. J. Derville, *La fédération socialiste SFIO du Pas-de-Calais de 1944 à 1969*, Thèse pour le doctorat de science politique, IEP de Paris, 1970, p. 210-223.

¹⁸. Aubert (V.) et al., *La forteresse enseignante, op. cit.*, p. 138 et s.

¹⁹. Dassonville (M.-O.), Dujardin (M.), *Les maires de l'arrondissement de Béthune de 1939 à 1971*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Lille III, 1978.

²⁰. Ariès (Ph.), "La population minière du Pas-de-Calais", in *Histoire des populations françaises*, Paris, Le Seuil, 1971, p. 69-119 (1ère éd. 1949).

²¹. Hastings (M.), *Halluin la rouge : 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire : singularités écologiques et stratégies d'implantation*, Lille, PUL, 1992 ; Quillien (N.), "La SFIO à Roubaix de 1905 à 1914", *Revue du Nord*, LI (201), 1969.

²². Voir notamment Briand (J.-P.), Chapoulie (J.-M.), Péretz (H.), "Les conditions institutionnelles de la scolarisation des garçons entre 1920 et 1940", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XXVI, n°3, 1979 et Briand (J.-P.), Chapoulie (J.-M.), "L'enseignement primaire supérieur des garçons en France. 1918-1942", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°39, 1981, articles repris récemment dans *Les collèges du peuple*, Paris, INRP/CNRS, 1992.

²³. Sur l'opposition entre les taux de scolarisation entre la France du Nord et la France du Sud et de l'Ouest, cf. Browaeys (X.), Chatelain (P.), *Les France du travail*, Paris, PUF, 1984, p. 123 et s..

²⁴. Viseux (A.), *Mineur de fond*, Paris, Plon, 1991. Voir aussi le témoignage d'un ancien agent de maîtrise fils de mineur de fond : Legrand (L.) avec Craipeau (M.), *Louis Legrand, mineur du Nord*, Paris, Le Seuil, 1974, p. 94-97.

²⁵. On s'inspire ici de l'analyse de F. Muel-Dreyfus, *Le métier d'éducateur, op. cit.*, ainsi que de la démarche suivie par Bernard Pudal dans son analyse des premiers dirigeants communistes (*Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989).

²⁶. En 1911, 712 communes du département sont administrées par un instituteur secrétaire de mairie. Ledieu (P.), *Un siècle d'élections municipales dans le Pas-de-Calais : consensus et conflits autour des conseils municipaux du canton de St-Pol-sur-Ternoise*, Thèse de 3e cycle de sociologie, Paris X, 1983.

²⁷. Sur l'usage des concepts de milieu partisan et de réseau, nous nous permettons de renvoyer à notre thèse : *La structuration du parti socialiste*, *op. cit.*.

²⁸. Cf. Lemattre (J.), "Les agents de l'Etat plus nombreux au Sud qu'au Nord", *Economie et statistiques*, avril-mai 1980, ainsi que Browaeys (X.), Chatelain (P.), *L'autre France*, *op. cit.*, p. 216-222.

²⁹. *Note d'information*, Service des études informatiques et statistiques, Ministère de l'Education, n°5 et n°30, 1978.

³⁰. Berger (I.), *Les instituteurs. D'une génération à l'autre*, Paris, PUF, 1979.

³¹. Les études sur mai 68 et ses suites dans la région sont rares. Voir pour l'essentiel Kourchid (O.), Eckert (C.), "Les mineurs des houillères en grève : l'insertion dans un mouvement national", in Mouriaux (R.) et *al.*, 1968. *Exploration du mai français, tome 1 : Terrains*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 85-106.

³². Le taux de retour de 75% obtenu à notre questionnaire apparaît tout à fait satisfaisant et permet de considérer les pourcentages donnés ici comme très fiables.

³³. Selon la méthode mise au point par G. Michelat et M. Simon dans leur analyse de l'électorat communiste (*Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1978).

³⁴. Molinari (J.-P.), "Les matrices d'adhésion au PCF", *Communisme*, n°15-16, 1987.

³⁵. Jeux de cartes, jeux de boules, philatélie, javelot, colombophilie à côté d'activités s'adressant plutôt à d'autres groupes sociaux ou à d'autres générations (cours de langue, peinture sur soie...). Voir, outre notre thèse, Dubar (C.), Gayot (G.), Hédoux (J.), "Sociabilité et changement social à Sallaumines et Noyelles-sous-Lens (1900-1980)", *art. cit.*, p. 389 et s..

³⁶. Entretien avec Christian Ulysse, 3 avril 1992.